

## STATUTS DU FONDS DE DOTATION I FOR LYME

### Préambule

La Borréliose de Lyme s'inscrit dans le cadre des maladies environnementales. C'est la maladie vectorielle à tiques se développant le plus aujourd'hui aux Etats-Unis et en Europe, **en partie en raison des modifications climatiques**.

La publication du British Medical Journal (BMJ) en date du 3 décembre 2015 met en évidence le « *besoin (est) crucial de développer des débats nationaux et internationaux relatifs à la maladie de Lyme, complétés par un solide programme de recherche et une attention toute particulière sur le développement de nouvelles technologies biologiques de pointe. Selon les conseils publiés dans le BMJ, les débats devraient inclure les Conseils de l'Ordre, les médecins, les groupes de patients représentés par leurs avocats, les institutions internationales de la santé, les compagnies d'assurance, les juristes, les gouvernements, le secteur médical privé et les journaux scientifiques. (...) (Ils) devraient tous se préparer à faire preuve d'ouverture d'esprit.* » (BMJ 2015 ;351 :h6520 doi :10.1136/bmj.h6520 published 3 December 2015)

Le parcours que connaissent à ce jour les malades de Lyme est un parcours solitaire, difficile et douloureux. Le point nodal est pour eux de rencontrer un thérapeute averti de l'extrême complexité de cette pathologie mais aussi de la limite actuelle, en termes de sensibilité et de spécificité, offerte par les sérodiagnostics disponibles sur le marché et utilisés en routine pour détecter la Borréliose de Lyme.

En réponse à cette errance des malades, à la demande des médecins de pouvoir mieux les détecter et les soigner, aux préconisations du rapport du Haut Conseil de la Santé Publique publié le 4 décembre 2014, et à la publication du BMJ en date du 3 décembre 2015, les membres fondateurs de **I FOR LYME** ont décidé d'unir leurs forces et compétences afin d'apporter, par la création d'un Fonds de Dotation, leur aide à la recherche.

La mission du fonds de dotation **I FOR LYME** sera portée par des valeurs fortes, basées sur une éthique irréprochable :

- Ouverture d'esprit
- Engagement solidaire
- Rayonnement international
- Aucune situation de conflit d'intérêt

La mission de **I FOR LYME** est définie dans les statuts constitutifs du Fonds.

Son objectif Unique étant de participer au développement de la recherche sur la maladie de Lyme, à travers la redistribution des dons récoltés, au profit de projets de recherches sélectionnés, identifiés, contrôlés et validés par des experts scientifiques, permettant ainsi de faire naître des solutions diagnostiques et thérapeutiques au profit des malades.

## **Titre 1 : Constitution**

### **Art. 1 : Création et dénomination**

Il est constitué, par les signataires des présents statuts, un fonds de dotation régi par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n°2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation et les présents statuts.

Le fonds de dotation est dénommé : **I FOR LYME ( I F L )**  
**International FUnD for Research on LYME disease**

Il est dénommé ci-après « le fonds ».

### **Art. 2 : Objet du fonds et moyens d'action**

Le fonds de dotation a pour but de faciliter et contribuer à la recherche scientifique dans le domaine de la maladie de Lyme dans son contexte de maladie environnementale.

Le terme « maladie de Lyme » est un terme générique englobant la « Borréliose de Lyme », c'est-à-dire une maladie bactérienne, et diverses coinfections qui y sont rattachées dans notre environnement actuel. La « maladie de Lyme » est une pathologie environnementale multifactorielle émergente qui tient également compte des pollutions chimiques et électromagnétiques rencontrées.

Afin de permettre la réalisation de son objet d'intérêt général, le Fonds mettra en œuvre tous les moyens légaux qu'il jugera appropriés et en particulier :

- organiser des actions d'information, rencontres, colloques, séminaires,
- organiser la promotion d'articles portant le logo du Fonds ou marque exploitée par le Fonds ;
- publier toute analyse, ouvrage, thèse, nomenclature, etc. entrant dans le cadre de son objet,
- organiser des spectacles, concerts, événements et manifestations,
- faire appel à la générosité publique dans le cadre des campagnes nationales, après autorisation administrative.

Le Fonds de dotation a également pour but de financer la recherche scientifique dans le domaine de la maladie de Lyme, à cet effet, le Fonds procédera, après validation des membres du bureau, au versement de sa dotation en capital consommable et de ses ressources pour financer :

- l'achat de matériel nécessaire à la recherche sur la maladie de Lyme ;
- la recherche scientifique concernant la maladie de Lyme validée par un comité scientifique désigné, expert de la maladie de Lyme ;
- l'organisation de conférences d'informations grand public sur la maladie de Lyme
- l'organisation de colloques de professionnels de la santé pour la recherche sur la maladie de Lyme.

Le Fonds pourra également utiliser ses ressources et dotation en capital consommable pour financer ses diverses charges.

Et plus généralement, le Fonds peut entreprendre toute action conforme à la loi lui apparaissant utile à la poursuite de son objet.

### **Art. 3 : Siège social**

**Le siège social est fixé au 18 Annexe Picardie 67340 LICHTENBERG**

Ce siège peut être déplacé en tout autre lieu de la région par décision du conseil d'administration.

### **Art. 4 : Durée**

Le Fonds de dotation est créé pour une durée indéterminée.

## **Titre 2 : Administration et fonctionnement**

### **Art. 5 : Le conseil d'administration**

#### **Art. 5-1 : Composition / mode de désignation / durée du mandat**

Le conseil d'administration est composé de 3 membres au minimum.

Initialement, le conseil d'administration est composé de 4 membres nommés à la majorité simple par les fondateurs qui peuvent eux-mêmes se désigner administrateurs.

Seuls les membres fondateurs, personne physique détiennent des voix délibératives, les personnes morales détiennent quant à elles des voix consultatives.

Un membre fondateur est égal à une voix.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre.

Le conseil est renouvelé tous les deux ans par un vote à la majorité simple des membres fondateurs. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Au renouvellement les membres élisent en leur sein le président pour une durée de deux ans.

Le fonds de dotation est tenu de faire connaître, dans les trois mois, à l'autorité administrative tous les changements survenus dans son administration, notamment les changements de membres et les changements d'adresse du siège social.

Le conseil d'administration peut constituer des commissions de travail spécialisées, dont il fixe les missions et la composition suivant des modalités définies au règlement intérieur.

Le conseil choisit parmi ses membres un bureau composé du président, éventuellement du vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le conseil d'administration pourra être composé de plusieurs collèges comme notamment :

- un collège des fondateurs comprenant au minimum 2 membres ;
- un collège des mécènes comprenant au minimum 2 membres ;
- le collège des personnalités qualifiées comprenant au minimum 2 membres ;

Les membres du collège des fondateurs sont membres de droit. Les membres du collège des mécènes et les membres du collège des personnalités qualifiées sont désignés par les membres du collège des fondateurs pour deux ans et auront voix consultatives.

Les modalités de fonctionnement des collèges au sein du Conseil d'administration seront définies de manière plus précise au sein d'un règlement intérieur.

#### **Art. 5-2 : Absence / révocation des membres**

L'absence non justifiée d'un administrateur à plus de trois réunions dans l'année du conseil d'administration vaut démission, constatée à la majorité des membres du conseil, après que l'administrateur ait été informé des faits reprochés et qu'il ait été en mesure de présenter ses observations.

En cas de vacance par décès, démission, empêchement définitif ou révocation d'un administrateur, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement dans le mois suivant la constatation de la vacance

Les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### **Art. 5-3 : La rémunération des membres**

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, les frais qu'ils exposent au titre de ces fonctions peuvent être remboursés dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

#### **Art. 5-4 : Attributions**

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du fonds de dotation et notamment :

- 1) Il est responsable de la production des comptes annuels du fonds et, à ce titre, répond aux éventuelles demandes d'explications du commissaire aux comptes ;
- 2) Il arrête le quantum des ressources disponibles du fonds de dotation devant être allouées au financement de l'ensemble des projets éligibles ;
- 3) Il arrête, sur proposition du comité d'investissement, la politique d'investissement du fonds de dotation afin d'assurer, dans la durée, des rendements permettant de contribuer significativement au financement des projets éligibles dans le cadre d'un niveau de risque qu'il jugera acceptable ;

- 4) Il approuve le rapport d'activité défini à l'article 8 du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation ;
- 5) Il vote le budget ;
- 6) Il approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés avec les pièces justificatives ;
- 7) Il accepte les libéralités faites au fonds de dotation (il peut déléguer ce pouvoir au directeur ou au Président du fonds dans les limites qu'il détermine, à condition d'en rendre compte au plus prochain conseil) ;
- 8) Il approuve la décision de faire appel à la générosité publique dans les conditions prévues au III de l'article 140 de la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie ;
- 9) Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération du personnel ;
- 10) Il détermine les modalités de calcul et approuve le montant de la rémunération du directeur général, s'il y en a un;
- 11) Il désigne, le cas échéant, un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce ;
- 12) Il adopte le règlement intérieur ;
- 13) Il autorise l'exercice des actions en justice et les transactions ;
- 14) Il délibère sur l'affectation du boni de dissolution du fonds de dotation.

#### **Art. 5-5 : Réunion et délibération**

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que le commissaire aux comptes le demande, sur convocation de son président ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres.

La convocation est adressée à chacun des membres du conseil quinze jours au moins avant la date de la réunion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par lettre remise en main propre contre reçu, ou, sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite de la réception de la convocation par le destinataire, par tout procédé et notamment par lettre simple, télécopie ou courrier électronique.

La convocation précise l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président du conseil d'administration ou par le tiers au moins de ses membres, ainsi que ses lieu, date et heure. Elle est accompagnée des documents nécessaires aux délibérations.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation, huit jours avant la tenue de la réunion, dans les mêmes conditions.

Les membres du conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner pouvoir à un autre membre du conseil d'administration pour le représenter. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir. Si le directeur général assiste au conseil d'administration, il ne peut avoir qu'une voix consultative.

Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le président signe le procès-verbal des séances du conseil d'administration, qui sera communiqué aux membres du conseil d'administration.

#### **Art. 6 : Le président du conseil d'administration**

Le conseil d'administration désigne son président parmi ses membres, à la majorité simple des membres présents ou représentés pour une durée de deux ans qui ne peut pas excéder celle de son mandat d'administrateur. Durée renouvelable.

Le président préside le conseil d'administration.

Le président représente le fonds en justice et dans tous les actes de la vie civile du fonds.

Les fonctions de président du conseil d'administration du fonds sont exercées à titre bénévole. Les frais engagés dans ce cadre sont remboursables sur présentation des justificatifs.

#### **Art. 7 : Le directeur général**

Le président du conseil d'administration peut nommer un directeur général du fonds de dotation, après avis du conseil d'administration.

Le directeur général :

- prépare et exécute le budget du fonds;
- peut recevoir pouvoir du conseil d'administration pour accepter les libéralités dans les limites fixées par ce dernier ;
- veille au respect de la politique de placement arrêtée par le conseil d'administration ;
- prépare, en lien avec le président et le trésorier, les délibérations du conseil d'administration;
- exécute et suit les actions décidées par le conseil d'administration ;
- coordonne en tout domaine la communication avec les donateurs ;
- établit le rapport d'activité et le présente à l'approbation du conseil d'administration ;
- recrute et dirige le personnel du fonds de dotation.

Le directeur général assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

La rémunération du directeur général est approuvée par le conseil d'administration. Les frais engagés dans le cadre de sa mission lui sont remboursables sur présentation des justificatifs.

A défaut de nomination de directeur général, le Conseil d'administration assume l'ensemble des fonctions ci-dessus.

## **Art. 8 : Le comité d'investissement**

### **Art. 8-1 : Composition**

Le comité d'investissement sera constitué dans les meilleurs délais par le conseil d'administration dès que le montant de la dotation atteint le seuil d'un million d'euros.

Le comité consultatif d'investissement est composé d'au minimum 2 personnalités choisies pour leur compétence en matière de gestion des placements par le conseil d'administration, en dehors de son sein et pour une durée de deux ans renouvelable une fois.

Un renouvellement par moitié est prévu afin de faciliter un fonctionnement sans discontinuité, avec tirage au sort initial pour le premier mandat abrégé.

Le conseil d'administration pourvoit aux vacances qui se produisent par suite du décès ou de la démission d'un membre du comité. Les fonctions du membre ainsi désigné prennent fin à la date à laquelle celles de la personne qu'il remplace auraient normalement pris fin.

un renouvellement par moitié afin de faciliter un fonctionnement sans discontinuité, avec tirage au sort initial pour le premier mandat abrégé.

Le conseil d'administration peut mettre fin aux fonctions d'un membre du comité par décision motivée prise à une majorité qualifiée de ses membres.

Les personnalités choisies pour siéger au comité d'investissement doivent établir à leur entrée en fonction et lors du renouvellement de leur mandat une déclaration d'intérêts, qui est remise au conseil d'administration et qui doit être actualisée une fois par an.

Aucun membre du comité d'investissement ne peut participer à une délibération dès lors qu'il se trouve en situation de conflit d'intérêts.

Les membres du comité d'investissement exercent leur fonction à titre gratuit. Les frais occasionnés par celle-ci peuvent donner lieu à remboursement, sur production de pièces justificatives.

### **Art. 8-2 : Attributions**

Le comité d'investissement assiste le conseil d'administration dans la définition de la politique d'investissement du fonds de dotation. L'assistance au conseil d'administration comporte notamment l'examen des questions sur lesquelles le conseil sollicite son avis.

Le comité d'investissement suit la mise en œuvre de la politique d'investissement du fonds. Il est associé, en tant que de besoin, aux réunions du conseil d'administration, sans voix délibérative. Il alerte le conseil d'administration sur les évolutions ou les situations qui lui paraissent préoccupantes.

Le comité d'investissement peut proposer au conseil d'administration des études et des expertises.

## **Art. 9 : La politique d'investissement**

Le conseil d'administration décide, après consultation du comité d'investissement, s'il en existe un, dans quelle catégorie d'investisseurs le fonds de dotation demande à être classé.

Après consultation du comité consultatif, le conseil d'administration définit la politique d'investissement du fonds de dotation. Cette politique a pour objet de faire fructifier les sommes apportées au fonds de dotation afin de permettre un financement régulier de l'œuvre ou de la mission d'intérêt général que le fonds a pour objet de soutenir. Elle précise notamment le niveau des risques d'investissement tolérés, le mode de gestion des placements et la procédure de sélection des sociétés et organismes de gestion.

Elle définit les principes de diversification du portefeuille du fonds entre les différentes catégories d'actifs en fonction du rendement escompté et des risques attachés. Elle fixe les plafonds de concentration pour les investissements en titres vifs et détermine les modalités de calcul du prélèvement annuel sur le fonds. Elle établit les modalités de compte rendu.

La politique d'investissement est réexaminée chaque année par le conseil d'administration au vu des résultats constatés.

Le fonds de dotation s'interdit les pratiques dangereuses ou peu éthiques, telles la vente de titres à découvert ou l'achat de titres sans disposer des liquidités correspondantes. L'accord préalable du conseil d'administration doit être recueilli avant tout emprunt.

Les choix de placements financiers doivent être cohérents avec les œuvres et les missions d'intérêt général dont le fonds a pour objectif de soutenir la réalisation.

#### **Art. 10 : Fonctionnement du comité d'investissement**

Lors de sa première réunion et après son renouvellement, le comité élit en son sein un président, qui organise ses travaux, convoque les réunions, en fait établir le compte rendu et transmet les propositions du comité au conseil d'administration. Le règlement intérieur fixe la périodicité des réunions du comité et les modalités de son fonctionnement.

L'ordre du jour des réunions du comité est établi par le président. Il comporte en priorité les questions sur lesquelles le conseil d'administration sollicite un avis du comité. Tout membre du comité peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour. S'il est nécessaire de procéder à un vote pour arrêter les propositions du comité, la voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

Si l'urgence le justifie, les réunions du comité peuvent se tenir sans préavis par tous les moyens de télécommunications.

#### **Art. 11 : Règlement intérieur**

Le conseil d'administration approuve le règlement intérieur.



### **Titre 3 : Dotation et ressources**

#### **Art. 12 : La dotation**

Le fonds de dotation est constitué avec une dotation initiale qui lui est apportée par les fondateurs. La dotation initiale s'élève à un montant de 15.000 euros. Cette dotation consiste notamment en capital, en propriétés et droits immobiliers, en autres biens et droits ou en donations temporaires d'usufruit.

Elle peut être complétée, en cours de vie, par des dotations complémentaires effectuées par le biais :

- de dons ou legs par des personnes physiques ;
- de dons par des personnes morales.

Les dons et legs ne pourront être acceptés qu'après accord du Conseil d'administration.

La dotation est apportée au fonds à titre gratuit et irrévocable.

La dotation du Fonds est consommable.

Le Fonds peut consommer la dotation dans les conditions fixées par délibération du conseil d'administration. La consommation en totalité de la dotation emporte dissolution du fonds.

#### **Art. 13 : Les ressources**

Les ressources du fonds de dotation comprennent :

- les revenus de sa dotation ;
- les produits des ressources créées par les appels à la générosité publique, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- les produits des activités prévues aux statuts ;
- les produits d'éventuelles rétributions pour services rendus.

Les ressources du fonds comprennent principalement le produit des appels à la générosité publique qu'il a été autorisé à faire (par exemple le CROWDFUNDING ...).

#### **Art. 14 : Exercice social**

L'exercice social du fonds de dotation a une durée d'un an correspondant à l'année civile.

Par exception, le premier exercice débute à la date de la signature des statuts et s'achève le 31 décembre suivant.

#### **Art. 15 : Etablissement des comptes**

Les comptes du fonds de dotation comprennent un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ils sont établis suivant les règles énoncées par le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, modifié pour les fondations et fonds de dotation suivant l'avis n° 2009-01 du 5 février 2009 du Conseil national de la comptabilité. Ils font ressortir la traçabilité des dons affectés.

Le conseil d'administration du fonds de dotation nomme un commissaire aux comptes et un suppléant pour six exercices soit volontairement soit obligatoirement si les ressources dépassent 10.000 € en fin d'exercice.

Le renouvellement ou le changement de commissaires aux comptes se fera à lors du Conseil d'administration qui statuera sur les comptes du dernier exercice.

Les comptes annuels sont mis à sa disposition quinze jours avant la réunion du conseil d'administration à l'approbation duquel ils sont soumis.

Dans un délai de six mois suivant la fin de l'exercice, le fonds de dotation publie ses comptes annuels. Il assure leur publication sur le site Internet de la Direction de l'information légale et administrative.

Dans le cas où le fonds a fait appel à la générosité publique, l'annexe des comptes annuels comprendra le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration.

#### **Titre 4 : Relations entre le fonds et les donateurs**

##### **1. Convention avec les donateurs :**

Pour toutes les donations ou les dons supérieurs à un montant défini et rendu public par le conseil d'administration, le fonds signe une convention avec le donateur qui décrit les engagements réciproques des deux parties.

##### **2. Comité des donateurs/mécènes**

Le conseil d'administration peut créer un comité des donateurs/mécènes. Ce comité est consultatif. Il donne son avis au conseil d'administration, de sa propre initiative ou sur demande de celui-ci, sur les questions générales concernant l'appel à dons, les relations entre le fonds et les donateurs, l'impact des projets financés, les modes d'utilisation des fonds, les comptes-rendus aux donateurs, l'expression de la gratitude du fonds, les conventions entre les donateurs et le fonds, notamment.

Le comité des donateurs est composé de 5 à 11 membres désignés par le conseil d'administration après appel à candidature auprès des donateurs/mécènes. Les membres sont désignés pour deux ans renouvelables 2 fois au maximum.

Le règlement intérieur du comité de donateurs est adopté par le conseil d'administration et porté à la connaissance des donateurs.

#### **Titre 5 : Modification des statuts et dissolution**

##### **Art. 16 : Modification des statuts**

Toute modification des statuts devra être votée par le conseil d'administration à l'unanimité des membres fondateurs et des deux tiers des autres membres du conseil d'administration.

Les statuts modifiés seront transmis sans délai au représentant de l'État dans le département.

## **Art. 17 : Dissolution**

Le présent fonds de dotation pourra être dissous volontairement dans les conditions prévues pour une modification statutaire.

L'actif net du fonds sera, à sa liquidation, transféré à **la Fondation de France**.

Fait à LICHTENBERG, le 8 mars 2016.

Les membres fondateurs :